



**PRÉFET
DES HAUTES-
ALPES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Gap, le **18 OCT. 2023**

Le préfet
à
Madame la présidente
du tribunal administratif
de Marseille.

Objet : Requête de l'association MOUNTAIN WILDERNESS et autres c/ PREFECTURE DES HAUTES ALPES

Références : Dossier n° 2309062 – Votre transmission du 10/10/2023 par Télérecours.

Par lettre visée en référence, vous m'avez communiqué la requête n° 2309062, présentée par les associations Mountain Wilderness, La Grave Autrement, La société Alpine de Protection de la Nature, France Nature Environnement et La ligue de Protection des Oiseaux Provence Alpes Côte d'Azur, enregistrée le 27 septembre 2023.

Par cette requête, les requérantes demandent au juge des référés de :

- suspendre la décision implicite de rejet opposé à leur demande tendant à ce qu'il soit enjoint à la Société d'Aménagement Touristique de la Grave (SATG) de déposer un dossier de dérogation au titre de l'article L. 411-2 du code de l'environnement.
- enjoindre l'État de mettre en demeure la SATG de déposer une dérogation espèces protégées et, dans l'attente, de suspendre l'exécution des travaux en cours, et ce, dans un délai de 5 jours sous astreinte de 2 000 euros (deux mille euros) par jour de retard,
- condamner l'État à verser aux requérants, la somme de 5 000 euros (cinq mille euros) au titre des dispositions de l'article L.761-1 du code de justice administrative.

Cette requête appelle de ma part les observations suivantes.

I - RAPPEL DES FAITS

La station de ski de la commune de la Grave est équipée de deux tronçons de téléphériques. Depuis la gare de départ (1 500 m d'altitude), ils donnent accès à la gare de Peyrou d'Amont à 2 400 m puis à la gare des Ruillans à 3 200 m.

De là, les skieurs peuvent monter sur le glacier de la Girose par télési, jusqu'à près de 3 600 m sur le dôme de la Lauze .

Dans le cadre de son projet, la société d'aménagement touristique de La Grave (SATG), délégataire de la commune de La Grave, prévoit, en remplacement de ce télési, obsolète et fonctionnant au fioul, de créer un troisième tronçon de téléphérique, fonctionnant à l'électricité, qui part du col des Ruillans à 3 221 m d'altitude, où est située la gare amont du 2e tronçon, pour aller au Dôme de la Lauze à 3 559 m d'altitude.

Cette remontée d'une longueur de 1,8 km, fonctionnant en va-et-vient, comportera un pylône de 27 m de hauteur placé à mi-parcours sur un éperon rocheux émergeant du glacier de la Girose.

Le projet comporte aussi la rénovation ou le remplacement des quatre gares et d'une partie leur équipement touristique (restaurant, espace muséographique « glaciorium », tables d'orientation, signalétique)

A la suite d'un premier avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale ayant conduit à revoir le dossier initialement constitué, la SATG a saisi pour avis la Formation d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (AE-IGEDD) d'une demande de cadrage préalable, afin d'être préalablement informée du contenu et de la précision des informations à fournir dans l'étude d'impact.

L'AE-IGEDD a rendu son avis le 24 mars 2022.

Le 21 juillet 2022, la SATG a déposé un nouveau dossier administratif comprenant :

- une demande de permis de construire valant demande d'Autorisation d'Exécution des Travaux (DAET) portant sur la rénovation et d'extension de la gare téléphérique des RUILANS et le réaménagement de l'offre de restauration (T2), le démantèlement du télési du glacier de la Girose et la construction du téléphérique et de sa gare d'arrivée au Dôme de la Lauze.
- Trois autorisations de travaux (AT) portant sur les ERP « Gare 3200 », « Restaurant 3200 » et « Gare 3600 ».

L'avis de l'AE-IGEDD sur ce dossier, et en particulier l'étude d'impact du projet, a été rendu le 20 octobre 2022, et a donné lieu à un mémoire en réponse de la SATG en date du 1er décembre 2022.

Le projet a ensuite été soumis à une enquête publique, qui s'est conclue par un avis favorable du commissaire enquêteur assorti de deux recommandations.

Un permis de construire a été accordé par le maire de La Grave, par arrêté du 3 avril 2023.

Ce permis a fait l'objet d'un recours auprès du juge des référés du Tribunal Administratif de Marseille, formé par plusieurs associations de défense de l'environnement et des particuliers, qui a été rejeté par ordonnance en date du 27 juin 2023.

Ce recours s'accompagnait d'un recours en annulation, dont les requérantes ont confirmé le maintien.

Par un courrier en date du 22 juillet 2023, réceptionné le 26 juillet, les associations requérantes ont mis en demeure l'État d'enjoindre à la SATG de déposer une demande de dérogation espèces protégées.

Par une requête enregistrée au greffe le 21 septembre 2023, une nouvelle requête, fondée sur les dispositions de l'article L. 521-2 du code de justice administrative, a été déposée en vue de solliciter la suspension des travaux, qui a été rejetée par ordonnance du juge des référés, le 5 octobre 2023.

Par un courrier en date du 26 septembre 2023, l'Etat a rappelé au maître d'ouvrage la nécessité de prendre en compte la présence d'espèces protégées sur le secteur et, le cas échéant, de compléter les mesures d'atténuation des impacts sur ces espèces afin de supprimer tout impact ou de ramener les impacts résiduels à un niveau non significatif et, à défaut, de déposer une demande de dérogation espèces protégées (pièce jointe n°1: courrier 26/09 SATG).

Cette information a été portée à la connaissance du président de l'association Mountain Wilderness et du président du Collectif La Grave Autrement (pièce jointe n°2 et 3: courriers 26/09 associations Mountain Wilderness et la Grave Autrement).

Par une nouvelle requête, enregistrée le 27 septembre 2023, les requérantes ont sollicité la suspension de la décision implicite du Préfet des Hautes-Alpes rejetant la demande des associations requérantes tendant à ce qu'il soit enjoint à la SATG de déposer un dossier de dérogation au titre de l'article L. 411-2 du code de l'environnement.

Cette nouvelle requête ne pourra qu'être rejetée, pour des motifs similaires à ceux qui vous ont conduit à rejeter la requête en référé liberté, dirigée contre cette même décision.

II – DISCUSSION

L'article L 521-1 du Code de justice administrative fixe les conditions requises pour que soit prononcée, dans le cadre d'une procédure dite de « référé suspension », la suspension de l'exécution d'une décision administrative ou de certains de ses effets :

- l'existence d'une situation d'urgence, qui ne permet pas d'attendre, compte-tenu des effets irréversibles que la décision est susceptible de produire à court terme, l'intervention du jugement de la requête au fond.
- l'existence d'un doute sérieux quant à la légalité de l'acte.

Aucune de ces conditions n'est réunie dans le cas d'espèce.

2.1 Sur l'existence d'un doute sérieux sur la légalité de la décision

Les requérantes se prévalent d'une carence de l'État à faire usage des pouvoirs prévus à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, dès lors qu'aucune suite n'a été donnée à leur demande de mettre en demeure la SATG de déposer une dérogation espèces protégées et, dans l'attente, de suspendre les travaux.

A l'appui de leur argumentation, elles se prévalent « d'un risque de destruction des plants d'Androsace du Dauphiné, qui serait extrêmement élevé compte tenu de leur présence dans la zone de travaux réservée pour l'implantation du pylône ».

Cette allégation repose sur des faits manifestement erronés.

En droit, la directive du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvage, dite directive Habitats, et la directive du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages imposent aux États membres de mettre en place un régime général de protection stricte des espèces animales, des habitats et des oiseaux.

Ce régime figure aux articles L. 411-1 et suivants du code de l'environnement.

Lorsque la réalisation d'un projet porte atteinte à des espèces protégées ou à leur habitat, une dérogation dans un avis de décembre 2022, le Conseil d'État a apporté des précisions sur les conditions de mise en œuvre de ce régime, en indiquant que l'exigence d'une dérogation devait s'apprécier en deux étapes:

1. le responsable du projet doit examiner si l'obtention d'une dérogation est nécessaire : cet examen s'impose dès lors que des spécimens de l'espèce concernée sont présents dans la zone du projet, et il n'est tenu compte, à ce stade de l'examen, ni du nombre de ces spécimens, ni de l'état de conservation des espèces protégées présentes.
2. le responsable du projet devra obtenir une dérogation « espèces protégées » si l'atteinte aux espèces protégées est « suffisamment caractérisée ». Pour démontrer que cette atteinte n'est pas « suffisamment caractérisée » et qu'il n'a donc pas besoin d'une dérogation, il peut tenir compte des mesures permettant d'éviter le risque, mais aussi des mesures permettant de le réduire (CE, avis, 9 décembre 2022, n°463563 ; CE, 27 mars 2023, n°452445).

En l'occurrence, s'agissant de la présence d'espèces protégées dans la zone du projet, l'Androsace avait été décrite dans l'étude d'impact du maître d'ouvrage comme une espèce potentiellement présente dans la zone.

Elle n'avait pas été directement contactée sur le terrain d'assiette du projet, bien que les recherches aient été ciblées sur cette espèce.

A la suite de l'information, retransmise par les services de l'État à la commune, suivant laquelle des stations d'androsace auraient été repérées sur un îlot rocheux du glacier de la Girose en septembre 2022, et compte-tenu de leur localisation incertaine, le maître d'ouvrage a proposé de compléter les mesures prévues dans son étude d'impact, en s'engageant à faire réaliser, par un écologue, un inventaire préalable à l'engagement du chantier en vue de rechercher la présence de cette espèce et, le cas échéant, de la localiser précisément et de procéder à sa mise en défens (pièce adverse n° 4 : Mémoire en réponse à l'avis de l'AE-IGEDD, p. 15).

La présence de plusieurs stations d'une sous-espèce de l'androsace pubescente (androsace du Dauphiné) a, par la suite, été confirmée par un constat de terrain réalisé le 11 juillet 2023 en présence de l'Office Français de la Biodiversité et un rapport d'expertise écologique établi le 16 juillet 2023.

Dans la mesure où les services de l'Etat n'avaient pas été informés des mesures mises en œuvre par le maître d'ouvrage, un courrier a été adressé à la STAG, le 26 septembre 2023, rappelant la nécessité de prendre en compte la présence d'espèces protégées sur le secteur et, le cas échéant, de compléter les mesures d'atténuation des impacts sur ces espèces afin de supprimer tout impact

ou de ramener les impacts résiduels à un niveau non significatif et, à défaut, de déposer une demande de dérogation espèces protégées (pièce jointe n°1 : courrier 26/09 STAG).

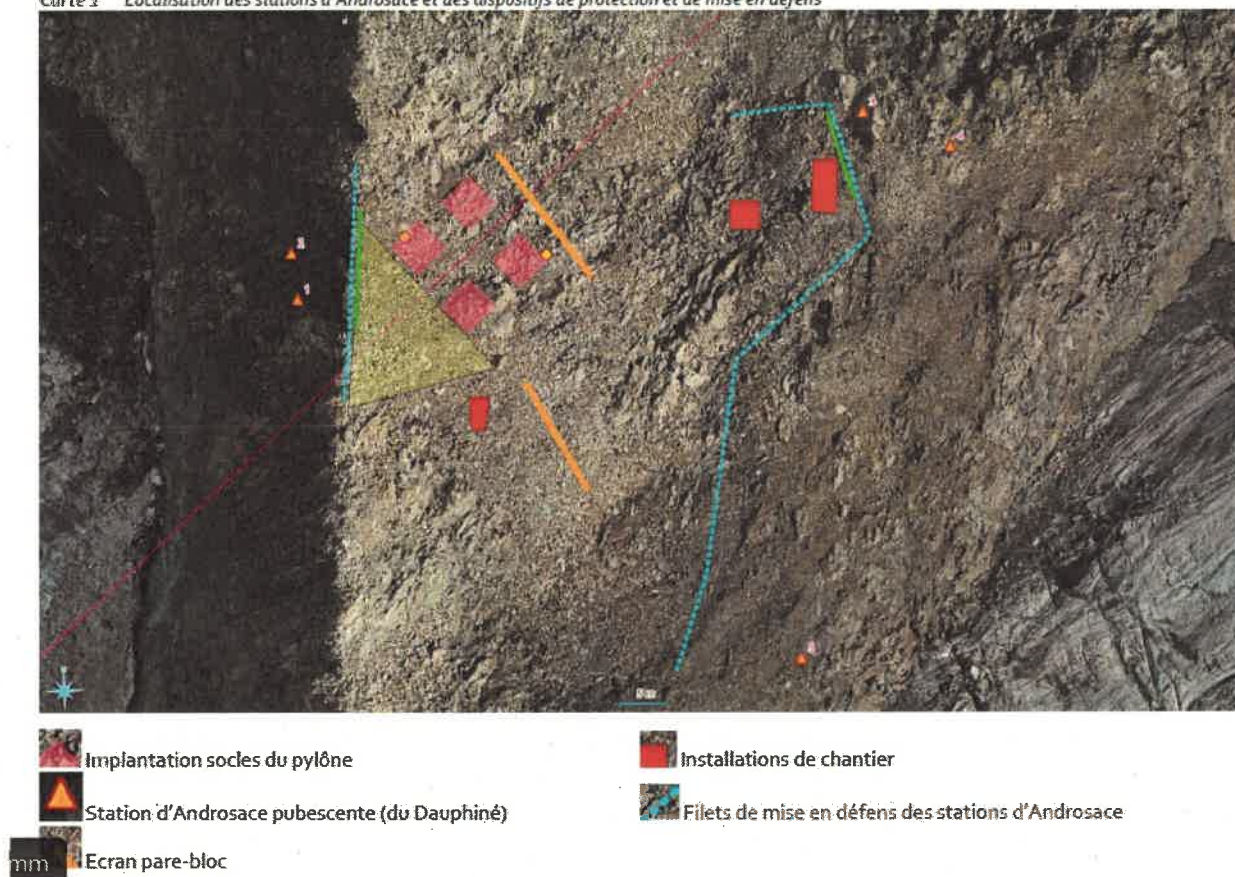
Depuis lors, l'État a pu prendre connaissance des mesures d'évitement et de réduction proposées pour pallier le risque d'atteinte aux stations d'Androsace du Dauphiné identifiées dans le rapport établi par Messieurs LAVERGNE et IBANEZ en présence d'une inspectrice de l'OFB (voir pièce jointe N°4 : réponse SATG courrier 26/09).

Ces éléments font apparaître que, conformément à ses engagements figurant dans l'étude d'impact complétée à la suite de l'avis de l'autorité environnementale, le maître d'ouvrage a procédé à un inventaire préalable à l'engagement du chantier.

Cet inventaire, réalisé par le bureau d'études AGRESTI, a donné lieu à trois prospections effectuées sur le terrain d'assiette du projet, le 31 juillet 2023, le 21 août 2023 et le 20 septembre 2023.

Ces prospections et notamment celles réalisées le 31 juillet sur le rognon rocheux du pylône, dans des conditions favorables, ont permis de repérer précisément 5 pieds d'androsace dans la zone d'étude, qui sont situées en dehors de la zone de chantier (voir pièce jointe N°5 : Note technique).

Carte 3 Localisation des stations d'Androsace et des dispositifs de protection et de mise en défens



Une comparaison a été effectuée avec les 4 pointages GPS d'Androsace du Dauphiné réalisés par l'OFB (relevés de terrain du 11 juillet 2023), qui permet de confirmer la qualité des prospections effectuées par le maître d'ouvrage: 3 points correspondent à des pieds relevés par l'OFB, 1 point n'est pas repris mais est clairement en dehors zone des travaux et/ou exposée à ces derniers, et 2

pieds supplémentaires ont été recensés (bénéficiant ainsi des mesures mises en œuvre par le maître d'ouvrage).

Les éléments communiqués permettent également de constater que le maître d'ouvrage, avant même que la demande lui en soit faite par les services de l'État, a complété les mesures d'évitement et de réduction prévues afin d'assurer la mise en défens des stations d'androsace, en prévoyant:

- la pose d'un filet de protection, entre les zones de travaux et d'implantation des équipements de chantier et les stations d'Androsace, afin d'empêcher l'accès sur le secteur et d'éviter tout risque de piétinement ;
- l'installation, au démarrage des travaux, d'un écran tissé à maille fine de 2 m de haut, permettant de protéger les Androsaces des émanations de poussières ;
- la mise en place d'écrans pare-blocs en aval de la zone de terrassement, d'un linéaire de trente mètres, afin d'éviter le risque de transfert hors de l'emprise des travaux des matériaux excavés vers la station d'Androsace située à une distance de trente-cinq mètres (les autres stations compte-tenu de leur localisation en amont, sur l'autre versant situé au Nord-ouest du rognon rocheux, n'étant pas exposées à ce risque).

Ces mesures complémentaires sont précises et bien cartographiées et doivent permettre d'éviter tout impact sur les pieds d'Androsace présent dans la zone lors des travaux, dès lors qu'elles sont correctement mises en œuvre.

A ce propos, il convient de relever que le repérage précis des pieds d'androsace et leurs mises en défens a d'ores et déjà été réalisé le 20 septembre 2023 et constaté par huissier(voir pièce jointe n°6 : constat).

Les démarches proposées et, pour partie déjà mises en œuvre, répondent ainsi aux demandes exprimées par les services de l'État dans le courrier du 26 septembre 2023.

Seul un complément portant sur des éléments mineurs – précision sur le nom et qualité de l'intervenant du bureau d'étude et la trace des prospections réalisées – a été sollicité, que le maître d'ouvrage s'est engagé à communiquer dans les meilleurs délais.

Il apparaît ainsi :

- que la présence d'espèces de stations d'Androsace été constatée sur le site,, mais celle-ci se situe en dehors de la zone d'implantation du projet ;
- que les impacts éventuels (piétinement en dehors de la zone du projet, chute de matériaux, envol poussières) ne sont pas la conséquence directe et nécessaire de la réalisation des travaux mais présentent un caractère indirect et aléatoire ;
- que ces risques, compte-tenu des mesures adoptées ou mises en œuvre par le maître d'ouvrage, dont l'effectivité n'est pas sérieusement contestée, peuvent être appréciés comme nuls ou non significatifs et, en tout état de cause, comme insuffisamment caractérisés pour justifier le dépôt d'une demande de dérogation en application des dispositions de l'article L. 411-2 du code de l'environnement.

Par ailleurs, aucune carence ne peut lui être reproché à l'État, qui, par l'intermédiaire de l'Office Français, de la Biodiversité, a procédé à un contrôle de terrain en vue de confirmer ou d'infirmer la présence de cette espèce protégée, puis, par le biais de ses services, a sollicité des compléments de la part du maître d'ouvrage et procédé à l'examen des mesures proposées.

Compte-tenu des circonstances, l'État ne saurait, dans le cadre de l'usage de ses pouvoirs de police, contraindre l'exploitant à aller au-delà des démarches déjà engagées, en vue de la réalisation d'investigations complémentaires permettant d'évaluer l'intensité des risques d'atteinte à des espèces protégées.

Au vu de ces éléments, l'argumentation des requérantes en vue d'établir – vainement – l'existence d'un doute sérieux quant à la légalité de la décision contestée repose sur des faits manifestement erronés et ne pourra qu'être écartée.

2.2 Sur l'urgence

Pour justifier l'urgence, l'association requérante soutient qu'il y aurait urgence à suspendre la décision en litige dès lors que les travaux de réalisation du projet ont débuté en mars 2023.

L'existence d'une situation d'urgence peut être reconnue dès lors qu'il est constaté que les atteintes aux espèces protégées, par nature irréversibles, sont imminentes, c'est-à-dire qu'il est établi d'une part, que les travaux concernés sont susceptibles d'engendrer un risque d'atteinte suffisamment caractérisé à de telles espèces et, d'autre part, que ce risque est susceptible de se concrétiser par la réalisation imminente de ces travaux (voir notamment Conseil d'État, 25 mai 2018, n° 413267, CE, 3 juillet 2020, Les Jardins des Vaîtes, n° 430585).

A l'inverse, lorsqu'il n'est pas établi l'existence d'un risque significatif d'atteinte à des espèces protégées ou que les travaux ne sont pas susceptibles à court terme d'engendrer un tel risque, la condition d'urgence ne peut plus être regardée comme remplie.

Or, en l'occurrence, les requérants ne rapportent pas la preuve d'un risque imminent d'atteinte aux espèces protégées, qui résulterait, dans une période proche, de l'exécution de travaux autorisés par le permis de construire qui leur a été accordé.

A ce stade, les opérations mises en œuvre se limitent en effet à la réalisation de travaux préparatoires qui, en raison des conditions climatiques, seront interrompus jusqu'au printemps 2024 (voir pièce jointe n°7 : planning communiqué par le Maître d'ouvrage), et de travaux, déjà réalisés, qui visaient précisément à assurer la protection de l'espèce protégée présente sur le site.

Au surplus et en tout état de cause, le risque d'atteinte à l'androsace n'est pas, ainsi qu'il l'a été démontré, suffisamment caractérisé pour justifier la mise en œuvre des mesures sollicitées par les requérantes.

III - CONCLUSION

Par ces motifs, je conclus à ce qu'il plaise au juge des référés de bien vouloir :

- rejeter les conclusions des requérantes visant à suspendre la décision implicite opposée à leur demande tendant à ce qu'il soit enjoint à la Société d'Aménagement Touristique de la Grave (SATG) de déposer une demande de dérogation au titre de l'article L. 411-2 du code de l'environnement.
- rejeter les conclusions des requérantes visant à mettre en demeure le préfet des Hautes-Alpes de mettre en demeure le SATG de déposer cette demande de dérogation et, dans l'attente, de suspendre l'exécution des travaux en cours, et ce, dans un délai de 5 jours sous astreinte de 2 000 euros ;
- rejeter les conclusions des requérantes relatives au paiement de la somme de 5.000 euros au titre du L.761-1 du code de justice administrative.

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général
de la préfecture des Hautes-Alpes

7/7

Benoît ROCHAS

